

# Rapport sur les orientations budgétaires 2024



# ***Sommaire***

## Introduction : Rappel des objectifs du DOB

- I. Un contexte économique et budgétaire national tendu
- II. Les grandes orientations budgétaires de la Ville de Vannes pour 2024
- III. Les hypothèses d'évolution du budget principal pour 2024
- IV. La situation de la dette
- V. Les budgets annexes
- VI. Perspectives en ressources humaines : masse salariale et effectifs

## **Rappel des objectifs du DOB**

Le débat d'orientation budgétaire se tient dans les deux mois précédant le vote du budget.

Le but est de susciter une discussion sur la stratégie financière et budgétaire de la commune dans le cadre de la préparation du BP 2024.

Le rapport d'orientation budgétaire (ROB) tient compte d'éléments exogènes qui conditionnent en grande partie la capacité financière de la collectivité :

- Le contexte économique et social
- L'impact de la Loi de finances 2024 sur le budget des collectivités locales
- Les décisions nationales relatives à la rémunération et à la protection sociale des agents.

## I. Un contexte économique et budgétaire national tendu

### A° Situation nationale : une économie face aux crises géostratégiques, économiques et environnementales

Après une légère reprise en début 2023, la croissance mondiale devrait être en hausse continue mais modérée par effet des politiques monétaires resserrées, de la baisse de la consommation et du ralentissement de l'économie chinoise.

En parallèle, l'inflation reflue, grâce à la baisse des prix de l'énergie, la dissipation des tensions d'approvisionnement et les mesures prises par le gouvernement pour limiter la hausse de prix. Les tensions restent marquées sur l'alimentation.

En conséquence, les indicateurs nationaux sont porteurs d'une légère reprise :

- Une croissance du PIB serait de 1 % en 2023 (+0,6 % prévu) et de 1,4 % pour 2024
- Des taux d'intérêts augmenteraient encore légèrement en 2024 à 3,66 % (*chiffre OCDE*)
- Une inflation de 4,9 % en 2023 et estimée à +2,6 % pour 2024
- Un taux de chômage proche de son niveau le plus bas depuis 40 ans.

### B° Bloc communal

Le niveau d'épargne brute du bloc communal se tend (-2,6 %) par un effet ciseau visible en 2022 qui se confirme en 2023 par une augmentation des dépenses de fonctionnement (+5,5 %) supérieures aux recettes (+4,3 %).

Les dépenses d'équipement seraient en croissance de +9,8 %, en raison d'une part de l'inflation sur le coût des matériaux et des investissements relatifs à la rénovation du patrimoine au titre de la transition écologique.

Le recours à l'emprunt du bloc communal serait en légère hausse de 1,6 % plus faible qu'en 2022, en raison d'une mobilisation du fond de roulement disponible et du plan de relance assorti du fonds vert.

## **C° Le Projet de loi de finances 2024 sur la situation financière des collectivités**

Les priorités affichées du Projet de Loi de Finances sont la lutte contre l'inflation et la protection du pouvoir d'achat des Français, les investissements pour préparer l'avenir et tout particulièrement la transition écologique.

La maîtrise de la dépense est également prioritaire en perspective d'une trajectoire de baisse du déficit pour atteindre un niveau inférieur à 3 % en 2027 et de réduction de la dette à 108,1 % du PIB en 2027.

Pour atteindre les équilibres budgétaires attendus au niveau européen, le gouvernement opte pour une fin progressive des dispositifs exceptionnels mis en place durant la crise énergétique et le renforcement de la lutte contre les fraudes.

La participation des collectivités locales au redressement des comptes publics est envisagée sans contrainte, par une baisse de leurs dépenses de fonctionnement à inflation -0,5 %.

En vue d'une baisse souhaitée des dépenses publiques, le Gouvernement a engagé en 2023 une démarche de renforcement du pilotage, du suivi et de l'examen de ces dépenses par la mise en œuvre de revues de dépenses évaluant la qualité de l'action publique. L'objectif est de générer des économies structurelles pour l'ensemble du secteur des administrations publiques, dont les collectivités territoriales et les administrations de sécurité sociale.

## **II. Les grandes orientations budgétaires de la Ville de Vannes pour 2024**

Face au contexte national, la situation des collectivités territoriales se tend et nombreuses sont celles qui sont en grandes difficultés à l'heure de faire face à l'envolée des prix de l'énergie, à l'inflation ou aux augmentations successives et nécessaires de la rémunération des agents publics. Certaines revoient leur plans d'investissement à la baisse et d'autres sont même amenées à réduire le service rendu au public.

A Vannes, la bonne gestion menée depuis de nombreuses années permet d'absorber ces évolutions substantielles de dépenses tout en maintenant un haut niveau de service au public et en accélérant le programme d'investissement. Ce dernier point est essentiel à la fois pour mettre en œuvre le projet de mandat, mais également pour produire demain de l'énergie et des économies d'énergie (électrification du parc de véhicules, poursuite du passage en LED dans les bâtiments municipaux, développement de la production d'énergies renouvelables, accompagnement des déplacements doux ...).

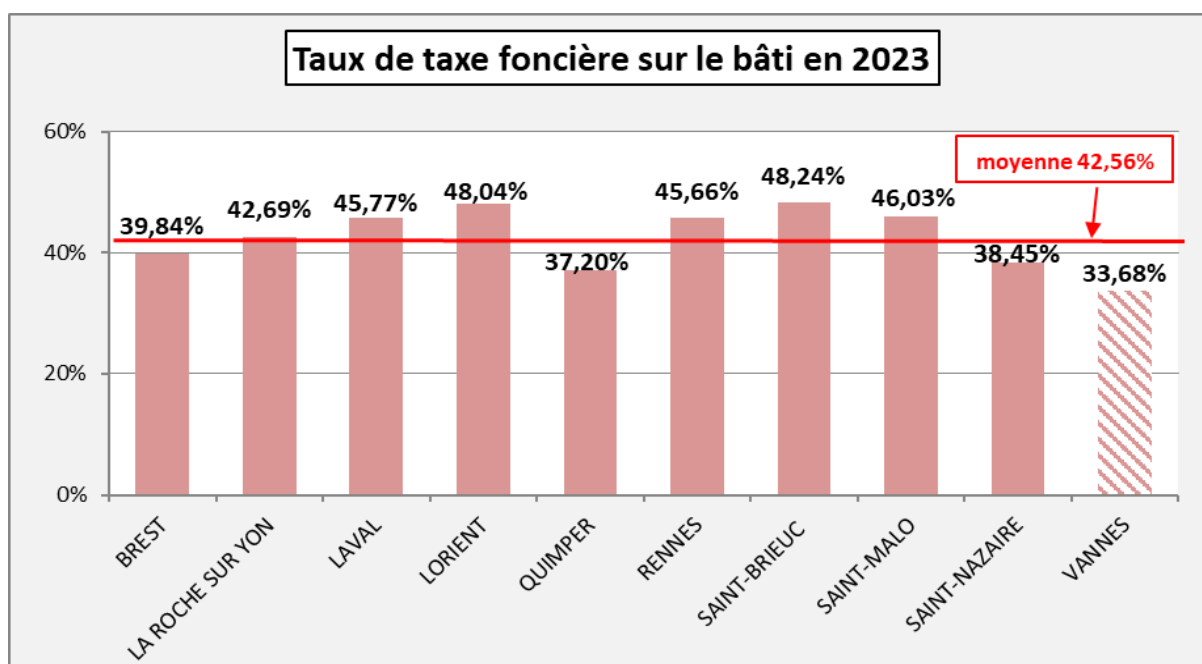
**Ainsi, pour son budget 2024, la ville de Vannes poursuit les orientations suivantes :**

- Accélérer le programme d'investissement pour entretenir, développer la Ville et s'adapter aux évolutions climatiques et énergétiques
- Conserver des perspectives de dette soutenable à long terme par un recours modéré à l'endettement
- Accompagner prudemment la hausse des dépenses de fonctionnement pour tenir compte de perspectives renouvelées d'inflation et des ambitions de développement des politiques publiques
- Maintenir une politique de stabilité fiscale (taux d'imposition locaux inchangés) et d'optimisation des recettes
- Conforter le partenariat avec GMVA pour le renouvellement urbain et la recherche continue d'efficience collective de gestion des services publics
- Poursuivre l'amélioration de la qualité de vie au quotidien des Vannetais.

### III. Les Hypothèses Budgétaires Budget principal

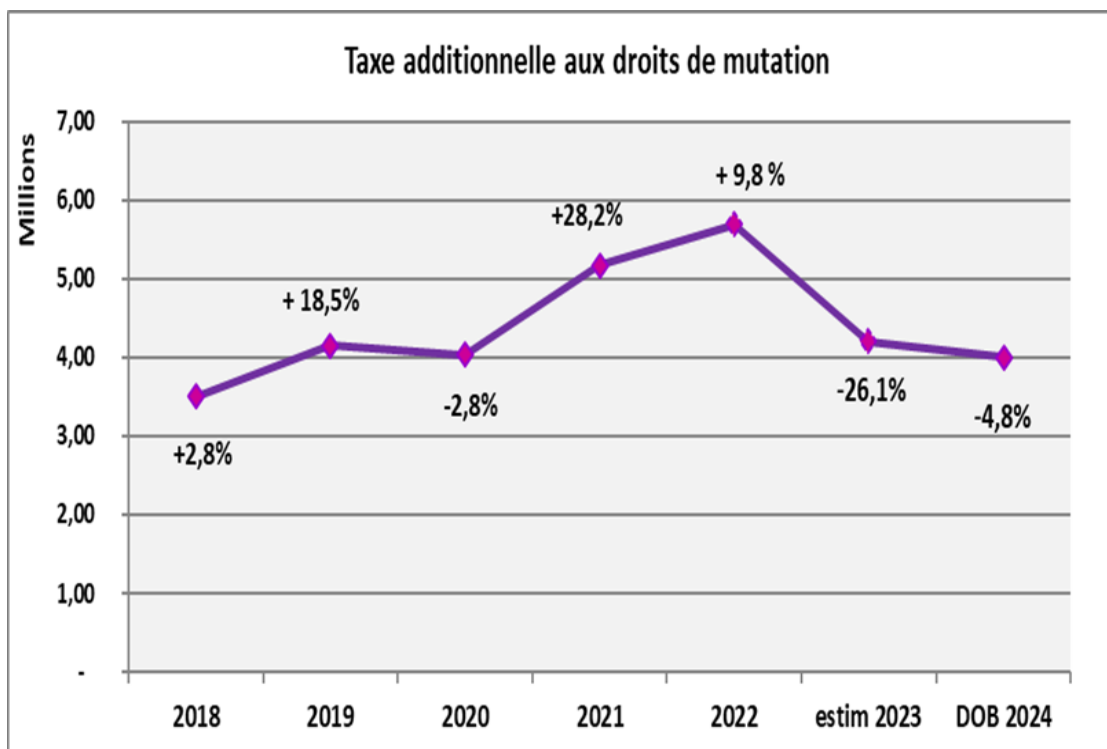
#### A) Les recettes réelles de fonctionnement en hausse de 5,6 %

- **Fiscalité** : Une augmentation de +4,9 % du **produit des contributions de fiscalité directe locale** par rapport au produit 2023 soit +1,9 M€. Les bases ont augmenté de 1,9 % pour les bases physiques (hausse importante car en 2023, la DGFIP a sous-estimé l'évolution du professionnel) et de 3 % pour la revalorisation moyenne des bases (bases d'habitation liée à l'inflation estimée à +4 % et bases des professionnels à +0,5 %). Le produit fiscal est attendu pour un montant global de 41,1 M€.
- **Taux fiscalité** : Les taux restent inchangés depuis 2001. L'autonomie est désormais restreinte à la Taxe foncière qui représente pour la collectivité, la masse financière fiscale la plus conséquente.



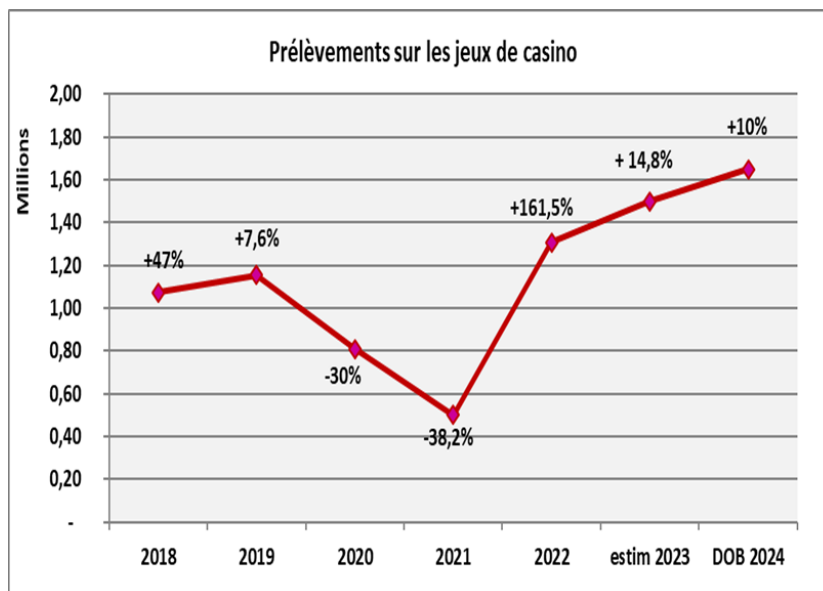
- **Les droits de mutation**

Après les fortes hausses de 2021 et 2022 et au regard du compte administratif estimé de 2023, **une baisse prévisionnelle modérée des recettes tirées des DMTO** (droits de mutation à titre onéreux) est attendue. Le montant global est prévu à hauteur de 4 M€.



- **Produits des jeux**

Après le creux majeur lié à la crise sanitaire, le produit des jeux est en croissance constante. Il est estimé pour 2024, à hauteur de 1,6 M€.



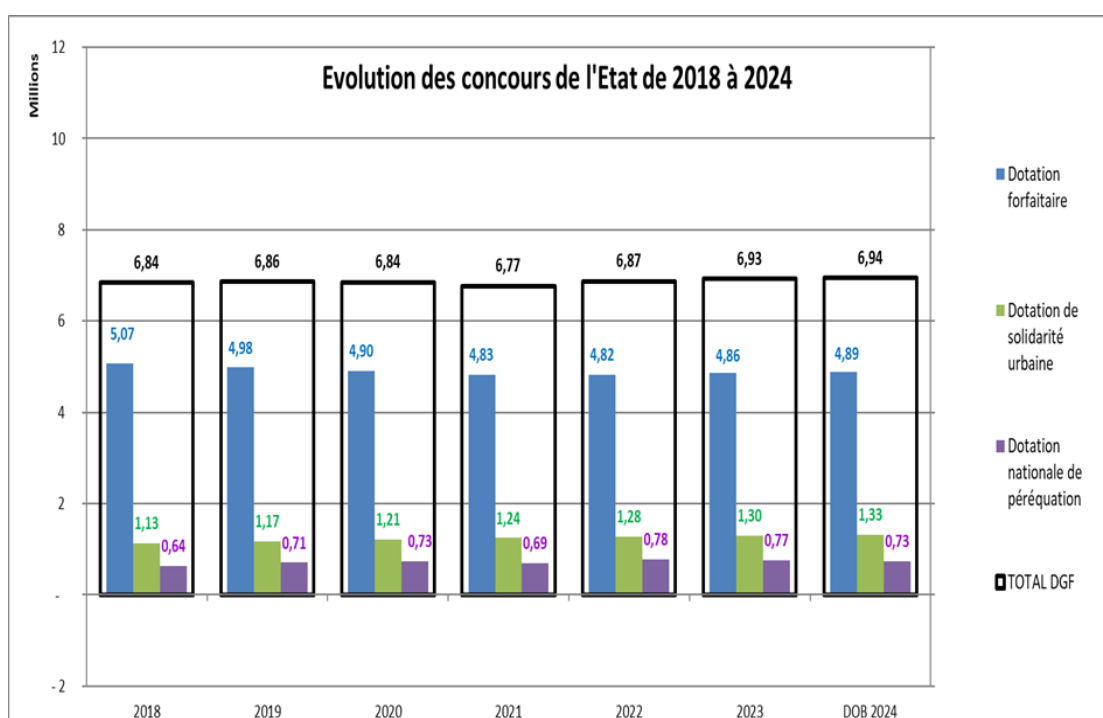
- **L'intercommunalité.**

**L'attribution de compensation**, traduisant les transferts de compétences, reste inchangée pour 2024. Le travail de collaboration entre les administrations se poursuivra en 2024 par la mise en œuvre de la mutualisation des services informatiques.

La Dotation de Solidarité Communautaire est stabilisée en 2024 à hauteur de 3,1 M€.

- **DGF:** Une dotation qui stagne dans son produit global (6,9 M€)

Les prévisions intègrent une hypothèse de **très légère augmentation** du niveau de la **Dotation forfaitaire** par rapport au montant perçu en 2023 (+26 K€) pour un montant global de 4,85 M€. Cette faible augmentation s'explique par la variation de la population. La **Dotation de solidarité urbaine** (DSU) suit une dynamique positive de + 23 K€ pour un montant de 1,3 M€. Le montant 2023 est diminué pour la **Dotation nationale de péréquation** (DNP) à hauteur de 730 K€ (niveau moyen des 5 dernières années).



- **Autres subventions**

Le produit des autres subventions est estimé à 4,8 M€ avec le partenariat majeur de la Caisse d'Allocations familiales pour 3,8 M€

- **Le produit des services.**

Le montant total des inscriptions est projeté pour 2024 à 8,6 M€.

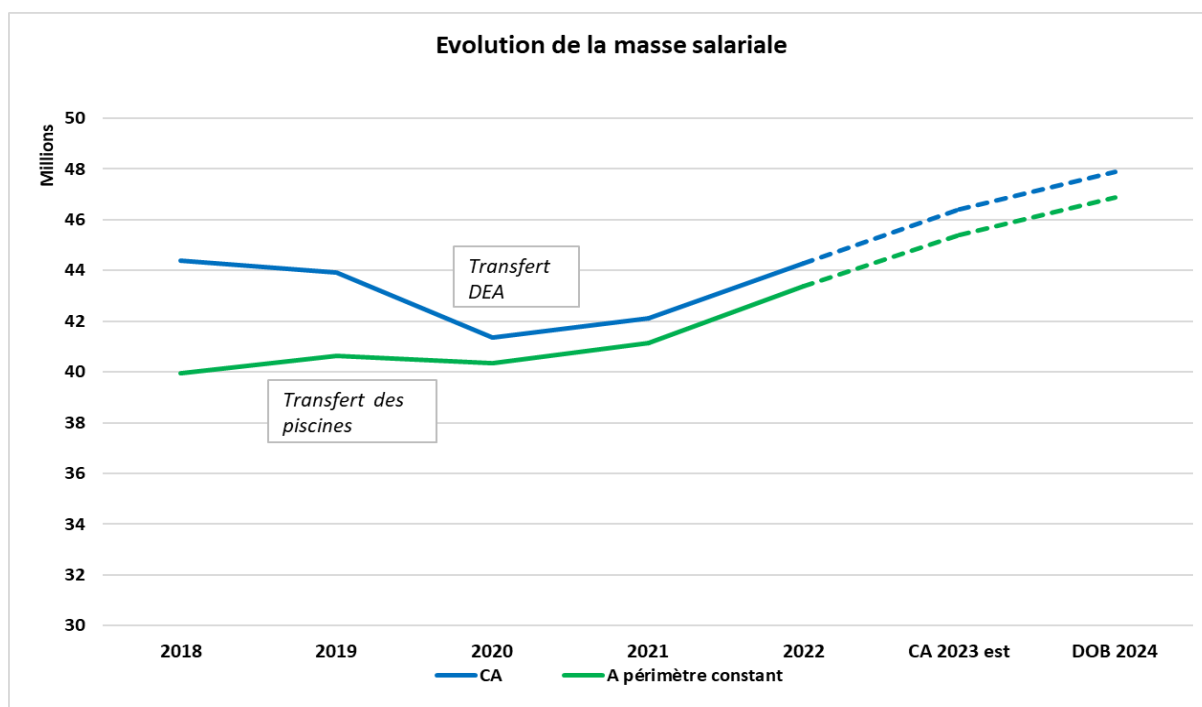
Le produit du stationnement est prévu à hauteur de 2,4M€ réparti entre les redevances de stationnement pour 1,75 M€ et le forfait post stationnement pour 650K€.

Les recettes propres aux usagers des services de la Ville sont projetées à 2,4M€ et les remboursements de frais des budgets annexes et des autres redevables pour 1,9 M€.

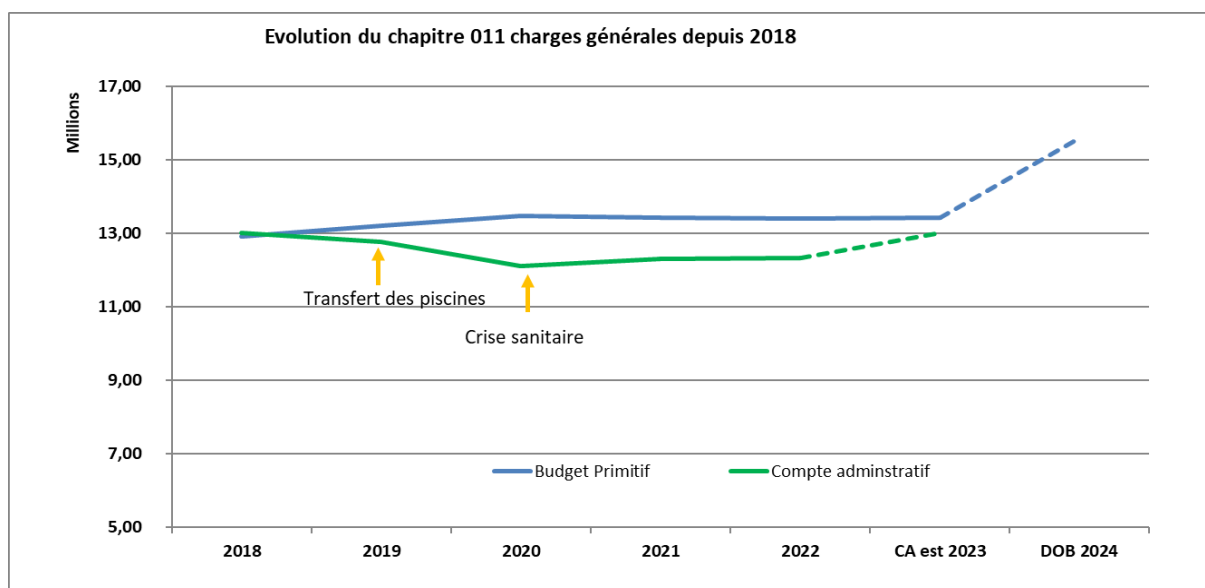
**En prospective**, les recettes sont en hausse de 1,4 % (moyenne annuelle sur 2023/2028). Le produit fiscal est porté par la dynamique des bases et par la revalorisation forfaitaire. Les taux sont inchangés sur la période. L'inflation est portée sur les produits des services.

## Les dépenses réelles de fonctionnement sont aussi en hausse de +5,5 %

- **Les dépenses prévisionnelles de personnel** qui représentent 63 % des dépenses réelles de fonctionnement, sont programmées à hauteur de 47,9 M€ au BP2024 contre 46,7 M€ au BP2023. Cette augmentation, importante, s'explique principalement par :
  - **Les mesures gouvernementales (+1,2 M€) :**
    - ✓ L'augmentation du SMIC et celle du point d'indice en juillet 2023 avec effet report sur 2024
    - ✓ La revalorisation forfaitaire des 5 points d'indice pour l'ensemble des agents au 1<sup>er</sup> janvier 2024
    - ✓ L'évolution de la GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat) pour tenir compte de l'inflation
  - **Des évolutions liées à la carrière des agents** (avancements d'échelon, Glissement Vieillesse Technicité) **(+350 000 €)**
  - La variation des effectifs est marquée par le double effet des nouveaux recrutements **(+721 000€)** et le décalage prévisionnel des arrivées et des départs **(-425 000€)**.



- **L'enveloppe budgétaire des charges à caractère général** est fixée à **15,6 M€**, soit une hausse de +16 % de BP à BP (+2,2 M€).



Pour 2024, l'enveloppe du chapitre 011 est marquée très fortement par l'inflation et le nouveau marché de l'énergie.

**Ainsi, concernant les fluides**, la Ville a conclu un nouveau contrat avec Morbihan énergies qui prévoit une augmentation globale de 59 %, soit 900 K€ supplémentaires pour l'électricité et 340 000 € pour le gaz, augmentations auxquelles la ville a échappé en 2023 grâce au groupement de commande passé auparavant.

Les autres charges à caractère général sont en augmentation de 3 % au regard des augmentations déjà intégrées dans les modifications budgétaires de l'année 2023.

Il convient de noter que les primes d'assurances sont prévues en augmentation de 72% soit 208 000 € supplémentaires.

De même une enveloppe supplémentaire de 178 300 € sera consacrée aux frais d'entretien, de réparation et de maintenance de nos équipements et espaces publics.

Les autres **charges de gestion courante** de l'ordre de **10,3 M€** comprennent notamment :

- L'enveloppe des **subventions aux associations** à hauteur de 2,05 M€
- **La subvention au CCAS reconduite** à hauteur de 1, 87 M€. Pour rappel, le CCAS dispose encore de réserves financières qui permettent de maintenir la subvention municipale sans impacter son niveau de dépenses.
- La participation de la Ville aux frais de **fonctionnement des écoles élémentaires et maternelles privées** pour 1, 68 M€
- La **subvention au budget annexe des restaurants** ajustée à hauteur de 1,3 M€ car elle subit l'inflation importante des produits alimentaires.
- **La subvention au budget annexe des parkings** à hauteur de 335 K€.

Les **charges financières** sont stables par rapport à 2023 pour atteindre 1,7 M€ intégrant une provision de 50 K€ compte tenu de l'augmentation attendue et modérée des taux d'intérêts.

**En prospective**, les charges de fonctionnement à caractère général sont marquées par l'inflation sur l'ensemble des dépenses (+3,6 %). Une augmentation moyenne de 2,4 % est également projetée sur la masse salariale. La projection des autres dépenses de fonctionnement est établie sur l'inflation prévisionnelle.

Une augmentation globale de 2,7 % est donc estimée sur 2023/2028.

## B) L'autofinancement dégagé en 2024 :

En conséquence de quoi le niveau d'autofinancement brut (amortissement + Virement du fonctionnement) atteindrait 12,7 M€ contre 12 M€ au BP 2023.

L'amortissement en capital de la dette (6,9 M€) sera absorbé.

Les travaux en régie basculés en investissement seront maintenus à 1,15 M€ comme en 2023.

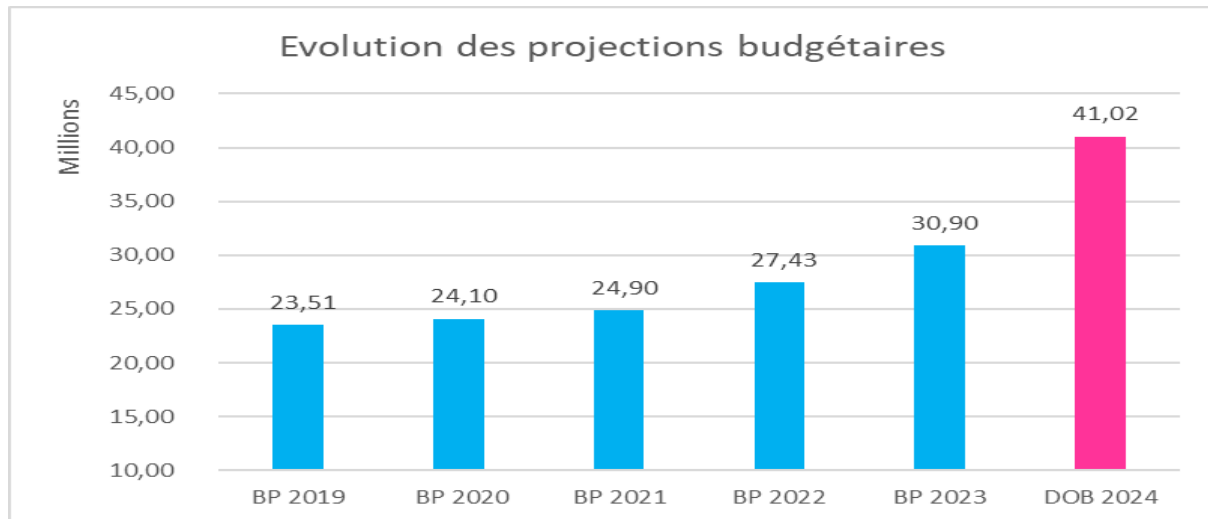
L'épargne nette portée au budget primitif 2024 sera positive pour s'établir à environ 4,6 M€.

Sur la base de produits de cessions estimés à 8 M€ et des ressources propres (FCTVA et Taxe d'aménagement), le financement disponible pour l'investissement s'élèverait à 12,5 M€.

Ces montants d'autofinancement net et de financement disponible, tels qu'ils pourront être présentés au budget primitif, résultent d'un maintien d'un haut niveau possible de recettes permettant de limiter l'impact de l'augmentation subie des dépenses.

#### D) La mise en œuvre continue du Programme d'AP/CP voté en 2022

Les dépenses d'investissement s'élèveraient en 2024 à **41 M€** (contre 30,9 M€ au BP 2023)



Le haut niveau des dépenses d'équipement projetées pour 2024 illustre la diversité forte des investissements nécessaires à l'entretien de notre patrimoine et l'adaptation aux nouveaux besoins de la population. Tous les gros chantiers sont engagés et certains arrivent à leur terme en 2024.

Sur un programme de près de 172 M€ sur la durée du mandat, 92,6 M€ seront consacrés aux opérations « projets individualisés ». Le château de l'Hermine, le groupe scolaire Kerniol, l'équipement sportif de Saint Exupéry, le Pôle d'échange multimodal (PEM), la requalification de la voirie structurante, le hangar culturel, le stade de la Rabine, les remparts, sont les exemples majeurs de la volonté d'améliorer, d'agrandir et de requalifier notre ville pour le bien de chacun.

La ventilation pluriannuelle est la suivante :

	CP antérieurs	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL AP
AP Récurrentes	12 265 480 €	17 222 520 €	22 028 000 €	15 256 000 €	14 051 000 €	12 340 000 €	93 163 000 €
AP Projets	27 619 020 €	10 265 189 €	18 992 000 €	23 563 233 €	12 219 000 €	4 640 000 €	97 298 443 €
Total	39 884 500 €	27 487 709 €	41 020 000 €	38 819 233 €	26 270 000 €	16 980 000 €	190 461 443 €

Le détail des dépenses d'équipement prévues pour 2024 est le suivant :

- **14,7 M€** dédiés au développement et à l'aménagement urbain avec l'acquisition du site de l'ex-école Normale des filles pour 4,8 M€, la rue de Strasbourg, le PEM, l'entretien de l'espace public
- **7,8 M€** pour l'entretien des bâtiments administratifs et les ressources internes. En 2024, la Ville renforce notamment les moyens financiers destinés au parc auto afin d'accélérer l'électrification et l'optimisation de la flotte dans la poursuite d'objectifs écologiques et économiques
- **6,5 M€** consacré à la politique envers les familles avec notamment les travaux du groupe scolaire de Kerniol
- **6,3 M€** pour la politique sportive avec la reconstruction de la salle Saint Exupéry
- **3 M€** pour la proximité avec les travaux d'amélioration de nos équipements au service de la population
- **2,7 M€** pour la politique culturelle avec notamment la poursuite des travaux de l'Hermine, le hangar culturel et une première phase de travaux pour le Palais des Arts.

E) Le financement des investissements par la mobilisation des ressources disponibles

Le financement de la section d'investissement sera assuré en partie grâce aux ressources propres:

- Le virement du fonctionnement et les amortissements : 12,7 M€
- Les cessions d'immobilisations : 8 M€ (intégration la recette relative à l'opération acquisition/cession de l'ex-école Normale des filles)
- Le FCTVA : 3 M€
- La taxe d'aménagement : 1,5 M€
- Le produit des amendes de police : 0,7 M€
- S'ajouteront les subventions prévues pour diverses opérations à hauteur de 5,6 M€
- Le besoin de financement sera couvert par un emprunt d'équilibre qui se situerait autour de 17,7 M€ (9,5 M€ au BP2023). Celui-ci ne sera pas mobilisé en totalité et sera ajusté en fonction du rythme d'exécution 2024 et du résultat de l'exercice 2023.

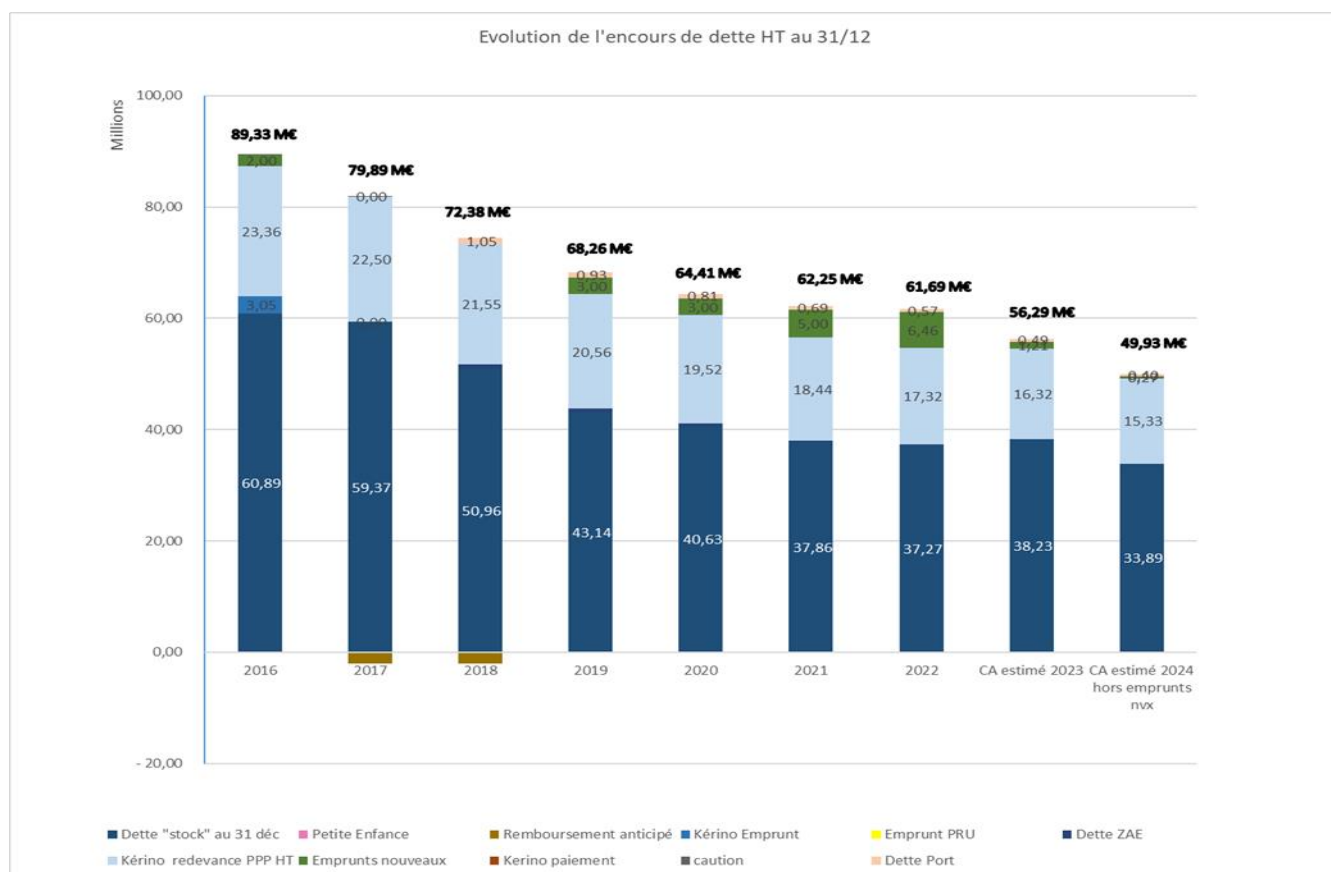
## IV La situation de la dette

**Au cours de l'année 2023, la Ville aura encaissé 1,21 M€ d'emprunt** au titre l'éclairage public souscrit auprès de la Caisse des dépôts sur une enveloppe globale de 3,8 M€. Les fonds sont débloqués de 2022 à 2026 en fonction de l'avancement des travaux. Ce montage particulier a permis de bénéficier d'un taux bonifié de 0,25 % sur 12 ans.

**L'encours HT de la dette au 31 décembre 2023 devrait s'élever pour le budget principal à 56,29 M€ HT, en baisse de 5,4 M€ (-8.9 %) par rapport au 31 décembre 2022.**

*En 2023, aucun nouvel emprunt n'a été souscrit pour les budgets annexes*

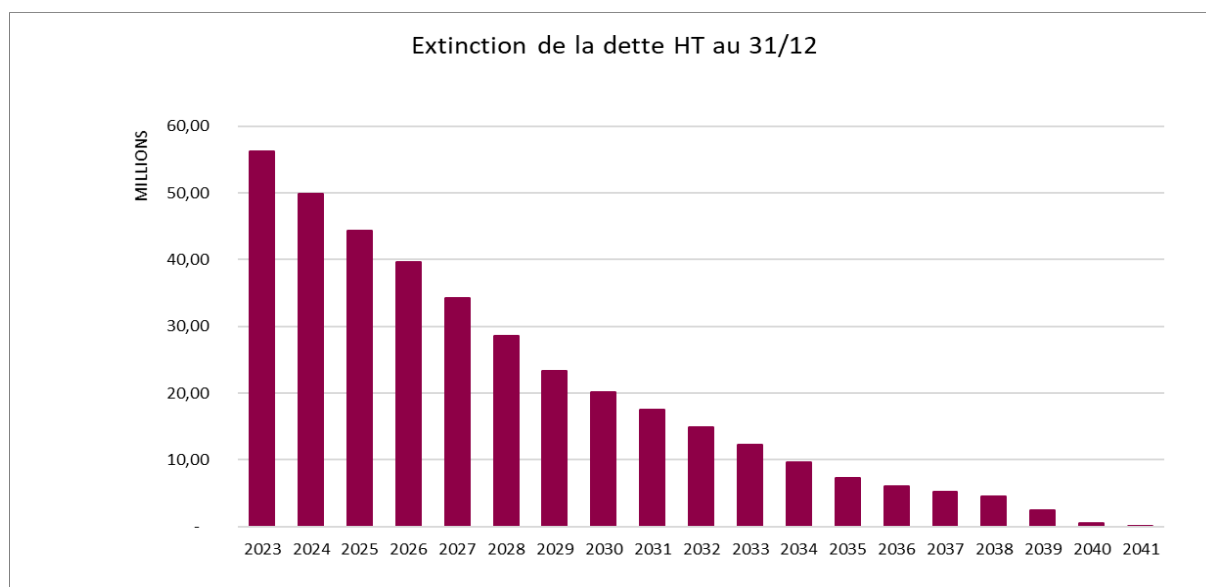
### Evolution de la dette



Depuis 2016, la Ville a poursuivi une politique de désendettement pour intégrer le tunnel de Kérino. Au regard du programme d'investissement 2024, ce niveau sera en légère augmentation.

En prospective, l'inflation et le coût des fluides pourraient contraindre la ville à recourir à l'emprunt dans une perspective de stabilisation de la dette en deçà des seuils d'alerte.

Le profil d'extinction hors emprunt nouveau 2024 serait le suivant, toutes choses égales par ailleurs, sans emprunt nouveau ultérieur.



La nature de la dette de la Ville de Vannes est qualifiée de « non risquée » au regard de la Charte Gissler (Charte de bonne conduite introduite par l'Etat suite à la crise des emprunts structurés).

Au 31/12/2023 79 % de la dette du budget principal (hors Kérino), soit 31,57 M€, est en taux fixe.

Au 1er janvier 2024, le taux moyen de la dette du budget principal sera de 2,07 % (hors PPP Kérino).

L'exposition à la remontée des taux est donc limitée pour la Ville sur l'encours actuel.

L'encours de dette total de la ville est le suivant :

	Encours au 31/12/2023 HT
Budget Principal	56 287 396 €
Parcs de stationnement	476 523 €
Restaurants municipaux	474 635 €
Lotissements d'habitation	- €
<b>TOTAL</b>	<b>57 238 555 €</b>

## V Les budgets Annexes

### Budget Stationnement

Ce budget comporte l'ensemble des recettes et dépenses liées aux activités de stationnement en parkings aménagés, activités assujetties à TVA.

En particulier, 5 parkings en ouvrage dont l'exploitation, structurellement déficitaire au regard des montants investis pour leur construction, nécessite l'apport d'une subvention d'équilibre du budget principal.

**La subvention s'établirait pour 2024 à 335 K€.**

Le déploiement des activités de la SPL stationnement prochainement constituée aura pour effet la suppression de ce budget à horizon 2025.

### Budget Restaurants municipaux

Ce budget comporte l'ensemble des recettes et dépenses liées aux cantines municipales et à la cuisine centrale. Le budget 2024 est marqué par la forte inflation des denrées alimentaires.

**La subvention s'établirait pour 2024 à 1 271 K€ en fonctionnement et à 287 K€ en investissement.**

### Budget Lotissement d'habitation Beaupré Lalande

Ce budget retrace l'opération d'aménagement urbain de Beaupré Lalande avec les travaux nécessaires à une nouvelle phase de commercialisation en 2024.

Ce budget ne présente pas de subvention du budget principal.

### Budget Port de Commerce

Le budget Port de commerce retrace les dépenses et recettes liées à l'activité du Port de commerce, soit principalement des travaux de maintenance et d'entretien financés par le loyer versé par les compagnies de transport maritime. Il intègre des travaux de fin de concessions.

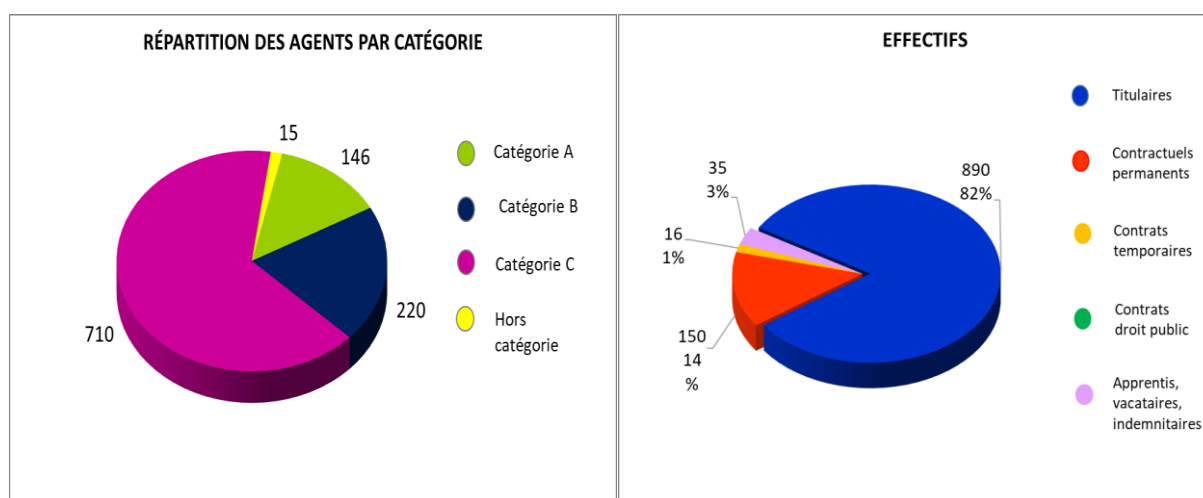
Ce budget ne présente pas de subvention du budget principal.

La fin de la concession octroyée par la Région aura pour conséquence la suppression de ce budget annexe. Dans l'hypothèse d'une nouvelle concession accordée à la ville, un nouveau budget annexe serait constitué.

## VI Perspectives en Ressources Humaines

### A) La structure des effectifs

En 2024, 1091 agents (titulaires et non titulaires) composeraient les effectifs. Les répartitions des agents par catégorie et contrat sont les suivantes :



Les réalisations et projections de répartition sont retracées dans les tableaux ci-dessous.

	2022	2023	Projection 2024
Femmes	590	604	606
Hommes	482	483	485

Une légère augmentation des effectifs est projetée au regard de l'effet croisé des perspectives d'évolution naturelle de la masse salariale (GVT et départ en retraite notamment) et des nouveaux recrutements.

	2022	2023	Projection 2024
Titulaires	907	888	890
Non titulaires	165	199	201

	2022	2023	Projection 2024
Cat. A	141	145	146
Cat. B	214	219	220
Cat. C	717	708	710
Autre		15	15
<b>Total effectifs</b>	<b>1072</b>	<b>1087</b>	<b>1091</b>

L'ensemble des profils par catégorie est concerné par cette augmentation des effectifs.

## B) Le temps de travail

✓ Les services de la Ville de Vannes fonctionnent sur la base réglementaire de 1 607 heures annualisées.

✓ Le temps de travail :

- Annuel : 1 607 heures
- Hebdomadaire : 38 heures 45 ou 36 heures 15 suivant les services
- Journalier : 7 h 45 ou 7 h 15
- Les cycles de travail sont adaptés aux besoins du service, notamment en terme d'accueil des usagers.

Les changements sont soumis pour avis en comité technique.